

N° DP 24/1187

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION RELATIVE A UN ESPACE VOIRIE SIS PLACE DES RESISTANTS - COMMUNE DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

CONSIDERANT que dans le cadre de sa volonté d'améliorer les services offerts aux administrés, notamment en facilitant l'accès aux services bancaires de proximité, la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer souhaite installer un Distributeur Automatique de Billets à un endroit stratégique pour répondre aux besoins des habitants, tout en garantissant la sécurité et la fluidité de la circulation,

CONSIDERANT que par courrier du 10 septembre 2024, la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer a adressé une demande à la Métropole Toulon Provence Méditerranée relative à un emplacement d'environ 8 m² situé Place des Résistants destiné à recevoir cet équipement,

CONSIDERANT que par courrier du 9 octobre 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'accéder à cette demande en octroyant à la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer une convention de mise à disposition,

CONSIDERANT que cette occupation répond directement à un besoin public, notamment en facilitant l'accès aux services bancaires de proximité,

CONSIDERANT qu'en raison de l'intérêt général poursuivi par cette mise à disposition consentie pour une durée de 5 ans et de la gratuité du service proposé, il ne sera sollicité aucune contrepartie financière de la Commune.

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition relative à un espace voirie d'environ 8 m² situé place des Résistants consentie à titre gratuit à la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

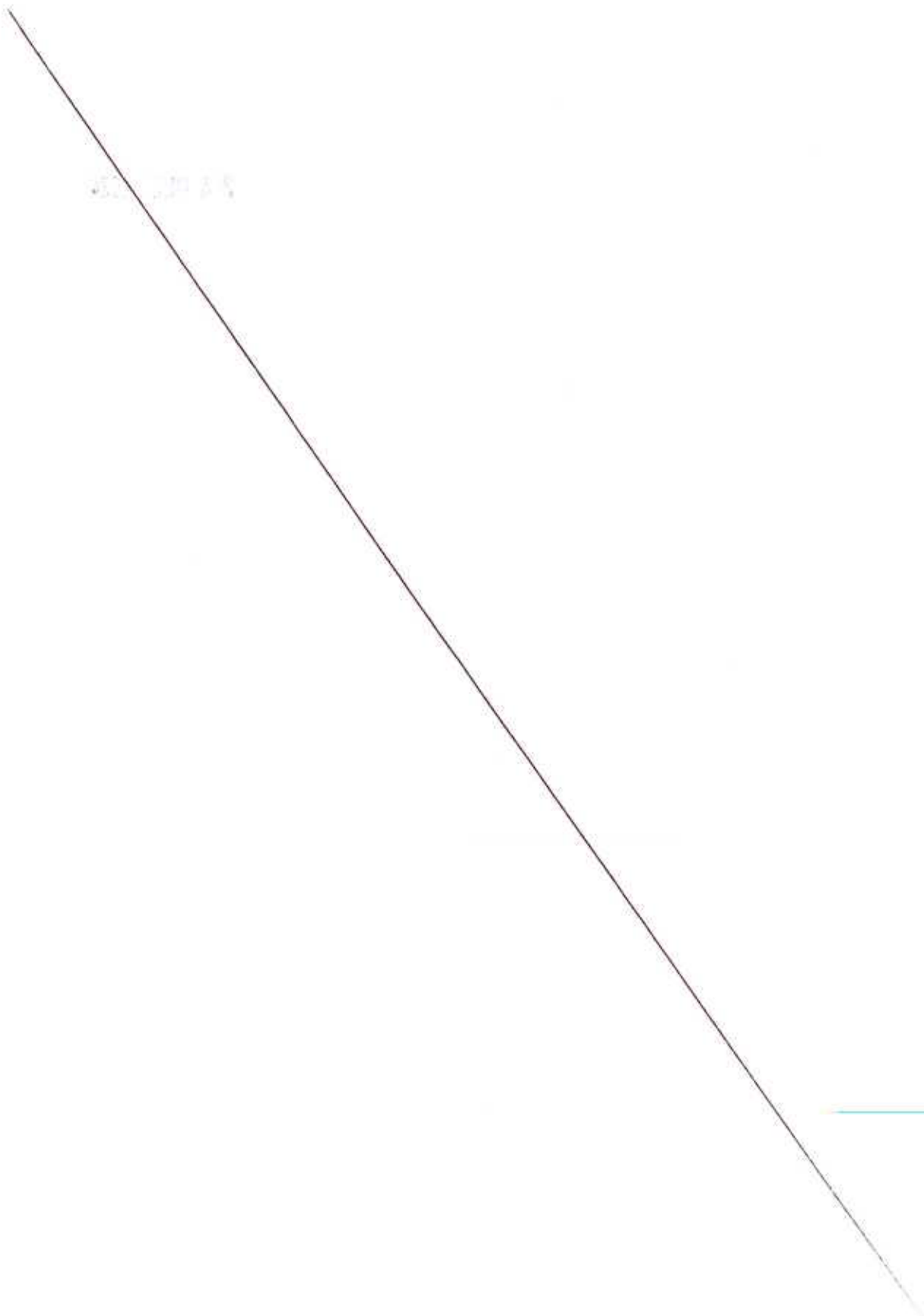
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 DEC. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Distance (miles)

Time (hours)

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION CONSENTIE
A LA COMMUNE DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER
RELATIVE A UN ESPACE VOIRIE
SIS PLACE DES RESISTANTS
COMMUNE DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole »

D'une part

ET

La Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer, domiciliée Place des Résistants, 83430 Saint-Mandrier-sur-Mer, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Gilles VINCENT, agissant en vertu

Ci-après dénommé « la Commune »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de sa volonté d'améliorer les services offerts aux administrés, notamment en facilitant l'accès aux services bancaires de proximité, la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer souhaite installer un Distributeur Automatique de Billets à un endroit stratégique pour répondre aux besoins des habitants, tout en garantissant la sécurité et la fluidité de la circulation.

Par courrier du 10 septembre 2024, la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer a adressé une demande à la Métropole Toulon Provence Méditerranée relative à un emplacement d'environ 8 m² situé Place des Résistants destiné à recevoir cet équipement.

Par courrier du 9 octobre 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'accéder à cette demande en octroyant à la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer une convention de mise à disposition dans les conditions fixées ci-après.

Il est donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

La Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer est autorisée à occuper un espace d'environ 8 m² (dalle de 2,4 m x 3,4 m) du domaine public métropolitain en vue d'y implanter un Distributeur Automatique de Billets, situé à SAINT-MANDRIER-SUR-MER (Var), Place des Résistants, conformément au plan figurant en annexe.

La présente convention de mise à disposition est accordée à titre strictement personnel.

A l'exception de la mise en place d'un Distributeur Automatique de Billets, la Commune ne pourra, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire de l'emprise mise à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique, sans autorisation préalable expresse de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception de la Métropole, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION :

La présente mise à disposition prend effet à compter de la notification de la convention par la Métropole à La Commune.

Elle est conclue pour une durée de 1 an reconductible tacitement d'année en année sans pouvoir excéder 5 ans.

Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée – 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex.

ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES :

Considérant la destination de cette occupation, qui s'inscrit dans le cadre d'un projet intéressant l'intérêt général, et de la gratuité du service proposé aux usagers, conformément à l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, celle-ci est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 4 – CHARGES :

L'Occupant fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'électricité, de téléphone, de fibre et de maintenances diverses liées au fonctionnement du Distributeur Automatique de Billets.

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE :

La Commune :

- Prendra les lieux en l'état sans pouvoir exiger aucuns travaux de la part de la Métropole à quelque titre que ce soit,
- Devra souscrire et délivrer à la Métropole sur simple requête, les polices d'assurance (ainsi que la preuve du règlement des primes) qu'il est tenu de souscrire,
- Supportera tous les travaux nécessaires concernant la mise en place du Distributeur Automatique de Billets, y compris ceux incombant normalement à la Métropole. Elle devra, au préalable, les soumettre pour accord à la Métropole,
- Devra laisser un passage minimal d'1,40 mètre pour la circulation des piétons sur le trottoir dans le respect de la réglementation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite,
- Devra prendre à sa charge exclusive tous les frais inhérents à l'installation, à l'entretien et à la maintenance de cet équipement,
- Fera son affaire personnelle des aménagements nécessaires afin de permettre l'occupation des lieux en toute sécurité et supportera également l'entretien des installations et le nettoyage des lieux,
- Devra installer une poubelle destinée à recevoir les déchets résultant de l'activité du Distributeur Automatique de Billets, notamment les tickets de carte bancaire,
- S'engage à ne tirer aucun profit à quelque titre que ce soit de cette occupation,
- Acquittera tous les impôts et taxes de toute nature (y compris l'impôt foncier) pouvant être dus en raison de l'occupation,
- Est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, elle est tenue de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- S'engage à signaler à la Métropole toutes informations utiles susceptibles d'avoir une incidence quelconque sur l'occupation et / ou la destination des lieux.

L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente convention.

La Commune déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole.

ARTICLE 6 – URBANISME :

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas la Commune d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme.

La Commune est tenue de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'OCCUPATION :

La Commune prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de la mise à disposition de l'emprise sans recours contre la Métropole pour quelque cause que ce soit et devra occuper lesdits lieux paisiblement.

La Commune sera tenue pour responsable de tout désordre qui pourrait survenir de la part des personnes fréquentant les lieux et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole.

La Commune se conformera strictement aux lois et règlements d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,

La Commune veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Elle en assurera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

ARTICLE 8 – TRAVAUX :

La Commune ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés à l'article 1, ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de la Commune qui en aura également l'entretien, la maintenance et en assurera la responsabilité. Elle s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

L'autorisation est strictement limitée à l'emprise nécessaire à l'implantation du Distributeur Automatique de Billets sur le domaine public métropolitain, qui reste propriété de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui pourra réaliser ou faire réaliser des travaux de toutes natures sans que la Commune ne puisse s'y opposer.

ARTICLE 9 – EXCLUSION DE RESPONSABILITE :

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit.

Elle ne pourra être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournement des biens installés sur son domaine public.

La Commune, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

Sauf travaux d'urgence, la Commune en sera informée par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature des travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITE DE LA COMMUNE :

La Commune :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, elle est tenue de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Elle est tenue de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 11 – ASSURANCES :

La Commune s'engage à souscrire les diverses polices d'assurances à jour requises pour couvrir les risques locatifs liés à son occupation par une compagnie notoirement solvable et fournir à toute demande de la Métropole, tous justificatifs et quittances afférentes aux assurances susmentionnées.

La Commune renonce à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et s'engage à veiller à ce que son assureur n'engage aucun recours susceptible d'être formé contre celle-ci.

11-1 : Polices d'assurances :

La Commune devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile.

La Commune est tenue d'assurer elle-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux, objets de la présente convention, la Commune devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant la Métropole contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

11-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, la Commune aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, la Commune ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

11-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE LA CONVENTION :

La présente convention de mise à disposition sera résolue de plein droit, après une mise en demeure adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant une durée de 30 jours, en cas de non-respect de l'une des conditions stipulées aux présentes.

Elle pourra être résiliée également par la Métropole et la Commune, à tout moment, avant l'échéance, en respectant un préavis de 3 mois.

La cessation de l'activité autorisée sur l'emprise de la présente convention implique obligatoirement le rétablissement, sous 30 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de la Commune (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). La Commune reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à elle, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 13 – CONTESTATION

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera le seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente autorisation font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente autorisation. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

ARTICLE 15 – ANNEXE

- Plan de situation

Fait à Toulon, le

Le Maire de Saint-Mandrier-sur-Mer

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

Gilles VINCENT

Jean-Pierre GIRAN

